



Independent observer  
of the Global Fund

## L'APPUI TECHNIQUE DE L'ONUSIDA IDENTIFIE LES DROITS HUMAINS, LES OBSTACLES LIÉS AU GENRE ET RENFORCE LES SUBVENTIONS DU FONDS MONDIAL

Il est de plus en plus reconnu que l'élimination des obstacles liés aux droits humains et au genre pour l'accès des populations vivant avec le VIH et affectées par le virus aux services de santé est une condition préalable pour mettre fin au sida, atteindre la couverture sanitaire universelle, réduire les inégalités et atteindre de nombreux autres objectifs de développement durable d'ici 2030. [La Déclaration politique sur le VIH et le sida de 2016](#) note qu'«il convient d'envisager d'urgence la promotion, la protection et la réalisation de tous les droits de l'homme» et engage les pays à «réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles». De même, [la stratégie 2017-2022 du Fonds mondial](#) compte parmi ses quatre objectifs stratégiques un pilier intitulé «promouvoir et protéger les droits de l'homme et l'égalité des sexes».

Malgré cette reconnaissance et cet engagement de haut niveau, la prise en compte des droits humains et des obstacles liés au genre dans les subventions du Fonds mondial a constitué un défi. En 2016-2017, neuf évaluations de base menées dans les [20 pays ciblés par le Fonds](#) ont révélé que les programmes visant à réduire les obstacles liés aux droits de l'homme étaient insuffisants. En moyenne, les pays ont obtenu un score de 2,08 sur un total possible de 5,00 (4,00 représentant le seuil pour une programmation globale des droits humains). En mai 2019, le Fonds mondial a prévu que si les tendances récentes se poursuivent, il n'atteindra que les trois quarts de son objectif de réduction de l'incidence du VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes (42 % contre 58 % pour l'objectif de la stratégie).

Plusieurs initiatives visent à accélérer les progrès en matière de droits humains et d'égalité femmes hommes. Il s'agit notamment de l'initiative ["Breaking Down Barriers"](#) du Fonds mondial, de l'Initiative

stratégique “[Communauté, droits et genre](#)” et de [l’Initiative HER](#), ainsi que du dispositif d’appui technique (DAT) de l’ONUSIDA. Le présent article donne un aperçu de ce dernier.

L’ONUSIDA a mis en place un mécanisme d’appui technique de haute qualité afin d’accélérer la riposte au sida, en vue d’atteindre les objectifs du Fast Track visant à accélérer la réponse et les engagements pris dans la Déclaration politique sur le VIH et le sida de 2016. Pour atteindre ces objectifs, le DAT met particulièrement l’accent sur la mise en œuvre efficace et efficiente des subventions du Fonds mondial.

Gérée conjointement par [Oxford Policy Management](#) et [Genesis Analytics](#), le DAT de l’ONUSIDA fournit un soutien technique à court terme (3 à 6 mois) dans plus de 100 pays, principalement en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. Son principal objectif est d’atteindre les personnes mal desservies et les plus exposées au VIH, afin de réduire les inégalités et de renforcer la durabilité des programmes efficaces.

Depuis 2018, l’ONUSIDA a déployé 32 missions sur les droits humains et l’égalité femmes hommes dans 18 pays, ce qui représente environ 15 % du portefeuille global du DAT. Ces missions ont été principalement axées sur la réalisation des objectifs du [Fast Track](#), visant à éliminer les inégalités entre les sexes, la stigmatisation et la discrimination, à garantir l’accès à une protection sociale adaptée au VIH et à assurer l’accès des populations clés aux services de prévention combinée du VIH (tableau 1).

Tableau 1. Aperçu de l’appui technique de l’ONUSIDA en matière de droits de l’homme et d’égalité des sexes depuis juillet 2018

Assignment Type	Countries
Études sur l’indice de stigmatisation des personnes vivant avec le VIH	Burkina Faso, Eswatini, Lesotho, Namibie, Indonésie, Philippines, Rwanda et Sierra Leone
Évaluations du VIH et de la protection sociale	Lesotho, Malawi, Mali, Uganda and Zimbabwe Bénin, Côte d’Ivoire, Malawi, Maroc, Sierra Leone, Afrique du sud
Diagnostic de genre	et Tanzanie
Examens de la législation et des politiques	Asie Pacifique (régional), Indonésie, Laos, Ouganda, AOC (régional) et Vietnam
Élaboration de plans nationaux quinquennaux pour les droits humains	Côte d’Ivoire et Ghana
Supprimer les obstacles à l’accès rencontrés par les populations clés	Estonie, RDC, Indonésie et Papouasie Nouvelle Guinée

Aider les pays à mettre en place [l’Indice de stigmatisation des personnes vivant avec le VIH](#) a été l’un des principaux objectifs du récent soutien technique de l’ONUSIDA. Des missions au Burkina Faso, à Eswatini, au Lesotho, en Namibie, en Indonésie, aux Philippines, au Rwanda et en Sierra Leone ont utilisé la nouvelle méthodologie de [l’Indice de stigmatisation 2.0](#), qui inclut un plus large éventail de questions de santé (au-delà du VIH), et permet de mieux saisir les différentes formes de stigmatisation intersectionnelle auxquels sont confrontées les populations clés. Alors que l’indice lui-même est mesuré

par les réseaux nationaux de personnes vivant avec le VIH, l'ONUSIDA travaille en partenariat avec le Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH (GNP+) pour fournir une assurance qualité, adapter les outils et renforcer les capacités dans les pays.

Les études de l'indice de stigmatisation ont aidé les pays à réunir les preuves nécessaires pour utiliser efficacement les [investissements à effet catalytique du Fonds mondial](#), en particulier les fonds de contrepartie. [L'Indice de stigmatisation d'Eswatini](#) a mis en évidence les problèmes de révélation du statut et les connaissances limitées des jeunes en matière de traitement. Cela a permis d'orienter la mise en œuvre de la subvention de 1,5 million de dollars du pays pour les adolescentes et les jeunes femmes, dont une partie est consacrée à l'amélioration de l'accès aux soins et au traitement des adolescents vivant avec le VIH. Dans [l'Indice de stigmatisation de l'Afrique du Sud](#), le rapport a montré que l'auto-discrimination reste un défi majeur, car plus de 40 % des personnes vivent avec un sentiment de stigmatisation intériorisée. Sur la base de ce constat, le pays a consacré 1,9 million de dollars sur les 5 millions de dollars de fonds de contrepartie pour les droits de l'homme pour soutenir les champions de la lutte contre la stigmatisation au niveau communautaire et investir dans des initiatives de recherche menées par la communauté pour mesurer et suivre les améliorations en matière d'auto-discrimination.

Les diagnostics de genre fournissent également des informations stratégiques essentielles pour guider les décisions nationales du Fonds mondial. "Lorsque les pays utilisent des données provenant d'évaluations qualitatives sur le genre, telles que [l'outil d'évaluation basé sur le genre de l'ONUSIDA](#), il y a une meilleure hiérarchisation et une meilleure conception des interventions pour s'attaquer aux obstacles liés au genre, en particulier pour les femmes et les filles", a déclaré Heather Doyle, coordinatrice principale pour le genre au Fonds mondial. Doyle a souligné ce point lors d'une récente formation de consultants au Sénégal (voir l'article dans [l'OFM 93](#)). L'ONUSIDA soutient actuellement des diagnostics de genre au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Malawi, au Maroc, en Sierra Leone, en Afrique du Sud et en Tanzanie. Les résultats de l'évaluation au Malawi aideront le pays à répondre au [rapport d'audit](#) du Bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial de décembre 2019 sur les subventions du Fonds mondial au Malawi, qui portait essentiellement sur les faiblesses dans la conception et la mise en œuvre des interventions ciblant les adolescentes et les jeunes femmes.

Au niveau mondial, l'appui technique de l'ONUSIDA a également porté sur la mise en œuvre du [Partenariat mondial pour l'action en faveur de l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH](#), grâce à l'élaboration d'un document de référence contenant les dernières données probantes sur ce qui fonctionne pour mettre fin à la discrimination dans six contextes (soins de santé, éducation, foyer, justice, lieu de travail, et urgences et aide humanitaire ; à paraître). Ce document guidera davantage la programmation au niveau des pays en matière de droits humains, notamment dans le cadre de leurs subventions au Fonds mondial.

L'appui technique de l'ONUSIDA en matière de droits humains et d'égalité femmes hommes est particulièrement important compte tenu des [Observations du Comité d'examen technique \(TRP\) sur le cycle d'allocation 2017-2019](#). Le comité de revue des propositions a constaté que certaines demandes de financement présentaient des lacunes en matière d'information sur les obstacles aux services de santé rencontrés par les populations clés. En Indonésie, l'ONUSIDA a soutenu une étude sur la mobilité qui a révélé que 34,3 % des travailleurs.euses du sexe à Denpasar et 28,1 % à Manado avaient déménagé au cours des six derniers mois, et que les travailleurs.euses du sexe mobiles étaient deux fois plus susceptibles de faire l'objet de discrimination lorsqu'ils.elles accèdent aux services de santé. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'appui technique de l'ONUSIDA a répondu à l'absence de stratégies de création de la demande en dispensant des formations et des formations sur le terrain. L'accompagnement des travailleurs.euses de proximité sur la manière de mettre en œuvre un calculateur de "oui au test", en mettant l'accent sur la garantie d'un consentement éclairé des populations clés.

Les droits humains et l'égalité femmes hommes sont également intégrés dans une grande partie des

autres prestations d'assistance technique de l'ONUSIDA, notamment la planification stratégique et l'élaboration de politiques nationales, ainsi que l'élaboration de demandes de financement au Fonds mondial. Avec l'appui technique de l'ONUSIDA, le nouveau cadre stratégique national de lutte contre le VIH 2019-2022 du Congo comprend une éducation et une information juridiques (“connaissez vos droits”) pour les personnes vivant avec le VIH, les populations clés et les survivants de la violence basée sur le genre, ainsi que des services juridiques liés au VIH. Lors de la révision de la politique de la Sierra Leone en matière de VIH, le soutien technique de l'ONUSIDA a permis de s'assurer que les professionnels.les de santé qui fournissent des informations et des services aux populations clés ne seraient pas considérés comme contrevenant à la loi, qui criminalise toujours certains de ces groupes.

Dans le cadre du prochain cycle de financement 2020-2022 du Fonds mondial, l'ONUSIDA entend fournir des experts en matière de droits humains et de genre pour soutenir les processus nationaux de développement des demandes de financement.

L'ONUSIDA travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat du Fonds mondial pour s'assurer que ce soutien technique est bien coordonné et stratégiquement ciblé. “Nous avons récemment entrepris une cartographie détaillée de l'assistance technique liée aux droits humains disponible pour les pays, y compris celle de l'ONUSIDA, du PNUD, de Frontline AIDS et d'autres”, a déclaré Ralf Jürgens, coordinateur principal pour les droits humains au Fonds mondial. “Le partenariat entre le Fonds mondial et l'ONUSIDA est essentiel pour l'élargissement des programmes visant à supprimer les obstacles liés aux droits de l'homme dans les services de santé des 20 pays prioritaires et au-delà”, a-t-il déclaré.

Pour demander un soutien technique par l'intermédiaire de l'ONUSIDA, les candidats potentiels sont invités à contacter leur directeur de pays de l'ONUSIDA ou à écrire à [tsm@unaid.org](mailto:tsm@unaid.org).

Gemma Oberth et Kitty Grant sont les points focaux pour les affectations relatives aux droits humains et à l'égalité femmes hommes dans le cadre du DAT de l'ONUSIDA. Andrea Boccardi est conseillère principale en soutien communautaire au sein de relatives aux droits humains et à l'égalité femmes hommes et responsable technique des droits humains, de la stigmatisation et de la discrimination pour le DAT au siège de l'ONUSIDA à Genève.

Diffusion de l'information : Gemma Oberth et Kitty Grant consultent également directement le Fonds mondial, en soutenant l'initiative “Breaking Down Barriers” du Fonds mondial et l'initiative stratégique “Communauté, droits et genre”. Ceci a été déclaré à Aidspan et n'a pas été considéré comme un conflit d'intérêt à la lumière de la contribution bénévole des auteurs à l'OFM afin de partager des informations sur le DAT de l'ONUSIDA.

[Read More](#)

---